

DIAL

L'actualité en bref - janvier 2004

Nicolas Pinet

dimanche 1er février 2004, mis en ligne par [Dial](#), [Nicolas Pinet](#)

ARGENTINE

Le juge fédéral Rodolfo Canicoba Corral a entamé vendredi 23 janvier une procédure judiciaire contre Emilio Cantarero, ancien sénateur du Parti justicialiste, José Genoud, ancien sénateur de l'Union civique radicale, Fernando de Santibañes, ancien chef du Secrétariat du service de renseignement de l'État (SIDE), et Mario Pontaquarto, ancien secrétaire parlementaire du Sénat. Ils sont accusés d'avoir participé à des manœuvres d'achat et de vente de votes lors de l'approbation de la réforme du travail en avril 2000.

BOLIVIE

Carlos Mesa, vice-président devenu président après la démission de Gonzalo Sánchez de Lozada, le 17 octobre 2003, jouit toujours du soutien de la majorité de la population (77%) et de l'appui du Mouvement vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales, mais d'autres secteurs qui l'avaient soutenu en octobre menacent de se soulever si le gouvernement ne prend pas rapidement des mesures décisives. La Centrale ouvrière bolivienne (COB), la Confédération de paysans de Bolivie et le Mouvement indigène Pachakutik, en accord avec d'autres organisations sociales, avaient réclamé, lors de la crise d'octobre, le retrait du projet d'exportation du gaz naturel via un port chilien, la nationalisation des hydrocarbures, l'industrialisation et distribution nationale du gaz naturel, la convocation d'une assemblée constituante et la fin du modèle économique néolibéral, donnant trois mois au nouveau gouvernement pour appliquer des changements substantiels à sa politique. Selon eux, la majorité des mesures réclamées sont encore loin d'avoir été adoptées.

La dispute territoriale entre la Bolivie et le Chili, depuis la fin de la Guerre du Pacifique (1879-1883) et le Traité de paix de 1904 par lequel la Bolivie avait perdu la région côtière d'Antofagasta, se voyant désormais privée d'un accès à la mer, s'est ravivée au cours des derniers mois. Lors de la Conférence extraordinaire des Amériques qui s'est tenue à Monterrey le 12 et 13 janvier, les présidents chilien, Ricardo Lagos, et bolivien, Carlos Mesa, se sont affrontés sur la question de la revendication bolivienne d'un accès à l'Océan Pacifique. Pour le gouvernement chilien, il s'agit là d'une question de nature bilatérale, le chemin du dialogue passant par le rétablissement des relations diplomatiques rompues en 1978. Pour le gouvernement bolivien, le problème concerne l'ensemble du sous-continent. Le thème sera d'ailleurs abordé lors de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains, convoquée en juin à Quito. Le climat d'hostilité a finalement conduit à l'annulation de la visite au Chili du député du MAS, Evo Morales. En Bolivie, certains appellent au boycott des produits chiliens.

BRÉSIL

Le président Luiz Inácio Lula da Silva a promulgué jeudi 8 janvier la Loi de revenu de base de la citoyenneté, 12 ans après sa première présentation au Parlement. Elle promet à tous les Brésiliens, et aux étrangers vivant dans le pays depuis plus de 5 ans, l'octroi par l'État d'une somme suffisante pour les dépenses essentielles, comme l'alimentation, l'éducation et la santé. Il s'agit d'un revenu universel, de la naissance à la mort, et inconditionnel, s'adressant aux riches comme aux pauvres, sans exception. L'idée de séparer travail et revenu a pris de l'importance depuis quelques années, au vu de la montée du

chômage notamment. La loi n'entrera cependant en vigueur que progressivement, à partir de 2005, suivant les possibilités du budget et en commençant par les pauvres. Durant l'acte de promulgation, Lula déclarait qu'au Brésil, « il y a des lois qui restent et d'autres non » et qu'il est nécessaire de faire tous les efforts possibles pour que celle-ci reste.

La réserve indigène de Raposa-Serra do Sol, dans l'État septentrional de Roraima, à la frontière du Venezuela et de la Guyane existe déjà dans les faits mais elle devait être légalisée en janvier par le président. Cette légalisation se heurte à l'opposition des grands propriétaires et du gouvernement de Roraima arguant qu'il existe une activité agricole dans la zone et que la légalisation de la réserve signifierait le démantèlement du municipe de Uiramutã, créé en 1995 à l'intérieur des limites de la réserve qui avaient pourtant été définies deux ans auparavant par la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI) et publiées dans le Journal officiel. La signature présidentielle risque de provoquer un accroissement des violences dont les indigènes et les organisations qui les défendent ont déjà fait l'objet.

Le gouvernement a réalisé fin janvier divers remaniements ministériels. L'adhésion du Parti du mouvement démocratique brésilien (PDMB), un parti du centre, à la coalition gouvernementale a été suivie de la désignation de deux ministres issus de ses rangs. La coalition représente désormais plus de 70% des 2 chambres législatives. Les ministères de la Sécurité alimentaire et de l'Assistance sociale ont été regroupés pour former le ministère du Développement social et du combat contre la faim, chargé de la gestion du programme « Faim zéro » et de la Bourse-famille - aide aux familles qui bénéficie déjà à 3,6 millions de familles et prétend atteindre 11,4 millions de familles en 2006.

Le président Luiz Inácio Lula da Silva était en voyage en Inde du lundi 26 au mercredi 29 janvier. L'objectif est, selon Lula, de construire une « nouvelle géographie commerciale » en créant d'autres alternatives que le commerce avec les pays riches, en réduisant les dépendances et en unissant les pays en voie de développement pour négocier dans de bonnes conditions les accords mondiaux ou régionaux. Le résultat le plus visible de la visite a été la signature de l'Accord de base d'accès aux marchés qui établit la concession de préférences douanières entre l'Inde et le Marché commun du Sud (Mercosur - Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay). Cinq autres accords, sur la coopération spatiale, le rapprochement culturel et touristique ont aussi été signés. En parallèle étaient menées des négociations entre chefs d'entreprise brésiliens et indiens.

CHILI

Dans une déclaration du 15 janvier, le commandant en chef de l'armée depuis mars 2002, Juan Emilio Cheyre, critiquait ouvertement le pouvoir législatif pour son manque de célérité dans le traitement des 3 projets de loi sur les droits humains présentés par le président Ricardo Lagos en novembre et qui rencontrent l'opposition plus ou moins marquée de l'Association des familles de détenus-disparus (AFDD), et de secteurs du Parti socialiste (PS) et du Parti pour la démocratie (PPD), tous deux membres de la coalition gouvernementale. Le président Lagos a ordonné d'accélérer la procédure et les projets de loi seront présentés par le pouvoir exécutif à la rentrée de mars avec un caractère d'« extrême urgence », ce qui oblige les deux chambres à traiter la question en un mois.

COLOMBIE

L'arrestation du commandant guérillero Simon Trinidad (Ricardo Palmera) à Quito (Équateur), vendredi 2 janvier a été présentée par les médias colombiens comme un coup dur porté aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Trinidad ne faisait cependant pas partie de l'État-major central, de 31 membres, ni encore moins du Secrétariat national, organe exécutif composé de 7 membres. Dans la hiérarchie propre à la guérilla, il représentait l'équivalent d'un lieutenant colonel. En avril 2002, il avait été inclus dans la « circulaire rouge » d'Interpol, la police internationale, au onzième rang de la liste d'une vingtaine de chefs des FARC faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international.

La réforme de la fiscalité, approuvée le 29 décembre 2003, et réglemantée par le président Alvaro Uribe courant janvier, augmente l'impôt sur les transactions bancaires, l'impôt sur le revenu (en en baissant le

plafond) et établit une taxe sur les patrimoines de plus d'un million de dollars. La réforme doit permettre, en accord avec le Fonds monétaire international (FMI), de ramener le déficit fiscal de 2,8% du Produit intérieur brut (PIB) en 2003 à 2,5%. La réforme affectera en particulier la classe moyenne et les salariés : le plafond de l'impôt sur le revenu a été ramené de 53 000 à 28 600 dollars annuels.

COSTA RICA

El Salvador, le Guatemala, l'Honduras et le Nicaragua avaient signé le 17 décembre un accord de libre-échange avec les États-Unis. Le Costa Rica n'avait pas adhéré à l'accord, en raison de divergences sur l'ouverture du secteur agricole, des télécommunications et des assurances. Dimanche 25 janvier à Washington, l'accord a finalement été signé. Les syndicats et les organisations de la société civile qui s'opposent à l'accord ont annoncé qu'ils feraient tout pour empêcher que le Congrès ratifie l'accord.

ÉQUATEUR

Le 15 janvier se terminait la première année du mandat présidentiel de Lucio Gutiérrez, candidat d'une coalition électorale constituée de son Parti société patriotique 21 janvier, du mouvement indigène Pachakutik et du Mouvement populaire démocratique (MPD) d'inspiration marxiste. Quatre ministres du gouvernement alors constitué appartenaient à Pachakutik et un au MPD, alors qu'étaient nommés aux Finances et au Commerce extérieur deux partisans du néolibéralisme. La tension des différents points de vue au sein du gouvernement conduisit au départ des ministres du MPD et de Pachakutik après 6 mois, et à la rupture de la coalition parlementaire. Le président forma alors une nouvelle alliance avec le Parti social chrétien (de droite), s'alignant sur la vision géopolitique des États-Unis et sur la position du président colombien, Alvaro Uribe, quant à la régionalisation du conflit colombien.

GUATEMALA

Fin janvier, la Cour suprême de justice a décidé du rétablissement de la peine à laquelle un colonel accusé d'être l'auteur intellectuel de l'assassinat de l'anthropologue Myrna Mack avait été condamné. La décision a été saluée avec enthousiasme par les organisations de droits humains du monde entier. C'est la première fois qu'un haut gradé accusé de violations des droits humains durant les 36 ans de guerre civile échoue dans sa tentative d'échapper à sa peine. La décision intervient deux semaines après l'entrée en fonction du nouveau président Oscar Berger qui a promis durant sa campagne de prendre des mesures énergiques contre les organismes de sécurité accusés d'atteinte aux droits humains.

VENEZUELA

Vendredi 23 janvier, des dizaines de milliers de manifestants, opposants et partisans du gouvernement d'Hugo Chávez, ont défilé dans les rues de Caracas pour accélérer le travail de vérification des signatures recueillies en vue de la convocation d'un référendum. Le président du Conseil national électoral (CNE), Francisco Carrasquero, déclarait ce même jour à des correspondants étrangers que la vérification prendra fin entre le 13 et le 17 février. Les sondages réalisés depuis la fin de la recollection des signatures font apparaître désormais une majorité de « ni-ni », de personnes qui ne sont ni chavistes convaincus, ni opposants fermes. Mardi 27, le CNE a fait connaître sa décision d'accepter que des observateurs de l'Organisation des États américains (OEA) et du Centre Jimmy Carter participent à la vérification des signatures collectées. Des représentants de l'un et l'autre camp surveillent aussi la révision.

l'adresse internet de l'article.